

| L'ÉDITO par Philippe MARTIN

Débattre, oui mais pas trop

La liberté d'expression et d'opinion passerait-elle au second plan derrière les enjeux politiques ? C'est la curieuse impression laissée par les réactions après la suspension de la chroniqueuse de RTL.

Quelle que soit l'heure de la journée, vous avez droit aux débats organisés par les radios et télévisions. Souvent passionnés, rarement nuancés, parfois au ras des pâquerettes. Le but étant moins d'informer, de faire découvrir toute la complexité d'une situation que de polémiquer. Donc de jouer dans l'excès, dans la caricature et... de gonfler l'audience.

Mais il arrive que certain(e)s en fassent les frais. Ainsi, Emmanuelle Praet qui, après avoir fait les beaux jours de la *vox populi* sur RTL, se voit débarquée pour avoir osé établir un lien de cause à effet entre les gilets jaunes, les taxes sur les carburants et la progression d'Écolo aux dernières élections. Ce qui est faux, du point de vue strictement factuel, mais est une évidence en ce qui concerne la volonté de financer la transition écologique par la fiscalité sur les

énergies fossiles.

Pas de quoi fouetter un chat, direz-vous... En matière de débat, on a déjà assisté, dans le passé, à des raccourcis plus audacieux, à des simplifications plus outrancières. Mais la chroniqueuse n'en était pas à son coup d'essai et ses débordements lui ont valu une suspension d'antenne immédiate, « à titre conservatoire ». Sans lien aucun avec le tweet envoyé par Zakia Khattabi, la coprésidente d'Écolo, qui, dimanche, avait demandé une « *condamnation ferme* » de la chroniqueuse, assure-t-on chez RTL.

La violence de la sanction surprend : quand il y a débat, il y a forcément échange d'opinions. La démocratie est-elle en danger ? Nous n'irons pas jusque-là. Si les échanges de points de vue et la controverse sont indispensables au débat démocratique, nous ne sommes pas, ici, face à une censure qui interdirait l'expression d'une orientation politique claire, argumentée. Toutefois, les réactions, hier, au lendemain de l'incident, interpellent. Outre les

propos toujours excessifs d'un Francken, en Flandre, et quelques voix plus nuancées, du côté du MR, chez les francophones, dont celle du Premier ministre, il n'y a pas eu grand monde, à gauche, pour demander que soit

respectée la pluralité des débats d'opinions. Le signe d'un malaise ? Ou, en tout cas, la démonstration que les enjeux idéologiques passent avant les principes fondamentaux de la liberté d'expression.